

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 12 SEPTEMBRE 2018**

JP/VA

OBJET : III.2. EXPLOITATION – MARCHÉ FOURNITURES ELECTROMÉCANIQUES – MODIFICATION CRITÈRES

L'an deux mille dix-huit, le douze du mois de septembre à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Etaient excusés :

M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

OBJET : III.2. EXPLOITATION – MARCHÉ FOURNITURES ELECTROMECHANIQUES MODIFICATION CRITERES

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Le 7 mars 2018, le bureau syndical a décidé de conclure, pour l'exploitation des services d'eau potable et d'assainissement collectif, des accords-cadres à marchés subséquents de fournitures et de prestations de service (16 lots techniques). Des critères ont été fixés, d'une part pour les accords-cadres, d'autre part pour les marchés subséquents. Or, parmi les trois critères retenus pour les accords-cadres, aucun ne concerne le prix ou le coût, ce qui est pourtant une obligation (article 62 du décret 2016-360 relatif aux marchés publics).

Il est donc proposé au bureau de modifier les critères de jugement des offres sur les bases suivantes :

Critères d'attribution et de pondération pour les accords-cadres :

- Sécurité d'approvisionnement : 40% ;
- Disponibilité des pièces de rechange et assistance technique service après-vente : 50% ;
- Prix des fournitures analysé à partir d'un devis-type : 10% ;

Critères d'attribution et de pondération pour les marchés subséquents :

- Prix : 50% ;
- Valeur technique de l'équipement et adaptabilité par rapport au site : 40% ;
- Délai d'approvisionnement : 10%.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL